

[Texte]

Mr. Stupich: Can you identify the corporation you are talking about, the one corporation that could do this?

Mr. Dmetriuc: No, I would prefer not to at the moment.

Mr. Stupich: Okay. That is fine. I am surprised because I thought they were all internationally owned.

Mr. Dmetriuc: That is becoming more and more a factor.

Mr. Porter (Medicine Hat): Welcome to the committee, gentlemen.

You have mentioned a number of areas within your comprehensive report to us this morning. I suppose if it were not for the situation in world grain markets, both Canada and the U.S. would not be looking at each other's markets under the circumstances they are.

• 1115

You mentioned that U.S. agricultural trade into Canada—and I am assuming you are talking total agricultural trade—increased 35% with the trade agreement. By what percent has ours increased going into the U.S.?

Mr. Dmetriuc: We do not know.

Mr. Porter: I have heard figures of around 18%, but I think in dollars there is perhaps a differential, as a percentage of what they were getting in as compared to what we were doing before.

You have also mentioned that there is about a \$2.20 differential in tariff in grain at the border, which again is something I guess that has to be addressed.

I think the question was raised about end-use certificates. I think Mr. Fisher raised the question of use for seed. I would question whether there would be very much of that, unless they were specific varieties. Most farmers are pretty conscious of what they are using for seed. I understand there has to be an end-use certificate, that it is denatured if it is used for feed, and that it is to be either dyed or marked so that it cannot be used within our transportation system in Canada.

I think we have had some exports to the United States. In the last figures I saw it was around \$10 million, both for wheat and barley. I think we have some trade going across the border.

Mr. Dmetriuc: Yes.

Mr. Porter: I have just one another item, more specific to Ontario. You have indicated that Ontario subsidy levels are at 17.89% and those in western Canada at 31.6%, with an average of 31% in Canada. Are you suggesting that we should have either provincial or regional subsidy statistics, that we not use national statistics when comparing Canada-U.S. differentials under the trade agreement?

[Traduction]

M. Stupich: Pouvez-vous nommer la société à laquelle vous faite allusion, celle qui pourrait envahir le marché?

M. Dmetriuc: Non, je préférerais pas, pour l'instant.

M. Stupich: Parfait, c'est très bien. Je suis surpris parce que je croyais que toutes les minoteries étaient des multinationales.

M. Dmetriuc: C'est de plus en plus un facteur à considérer.

M. Porter (Medicine Hat): Bienvenue à notre comité, messieurs.

Dans le rapport détaillé dont vous nous avez fait lecture ce matin, vous avez mentionné un certain nombre de secteurs. Je suppose que, n'était-ce la situation internationale des marchés des céréales, ni le Canada ni les États-Unis ne lorgneraient leurs marchés respectifs de cette façon.

Vous nous avez indiqué que les importations de produits agricoles américains au Canada—et je suppose que vous parliez de commerce agricole en général—avaient augmenté de 35 p. 100 à la suite de l'Accord de libre-échange. De quel pourcentage nos exportations vers les États-Unis ont-elles augmenté?

M. Dmetriuc: Nous ne le savons pas.

M. Porter: On a parlé de 18 p. 100, mais je crois qu'en valeur monétaire il y a peut-être une différence en fait de pourcentage entre ce que les États-Unis nous envoyaient par rapport à ce que nous exportions auparavant.

Vous avez également parlé d'une différence d'environ 2,20\$ dans les tarifs douaniers sur les céréales; c'est là un autre aspect sur lequel il conviendrait, je crois, de se pencher.

Je crois qu'on avait soulevé la question des certificats d'utilisation finale. Si je me rappelle bien, c'est M. Fisher qui a posé la question en ce qui concerne les semences. J'aimerais savoir si l'on peut s'attendre à ce qu'il y en ait beaucoup, sauf s'il s'agit de variétés bien précises. La majorité des agriculteurs sont tout à fait au fait de ce qu'ils utilisent comme semences. Je comprends qu'il faille disposer d'un certificat d'utilisation finale, que l'on peut détourner ces semences si l'on s'en sert comme fourrage et qu'il faudrait donc les colorer ou les marquer pour qu'il soit impossible de les utiliser sur notre réseau de transport.

Nous avons effectué certaines exportations vers les États-Unis; la dernière donnée que j'ai vue à ce sujet faisait état de 10 millions de dollars pour le blé et pour l'orge. Nous exportons donc certaines quantités à nos voisins du sud.

M. Dmetriuc: Oui.

M. Porter: J'aimerais aborder un autre point qui concerne de plus près l'Ontario. Vous avez dit que le pourcentage des subventions en Ontario était de 17,89 p. 100 et que dans l'Ouest du Canada il s'élevait à 31,6 p. 100, la moyenne nationale s'établissant à 31 p. 100. Recommandez-vous que l'on tienne des statistiques provinciales ou régionales pour les subventions et que l'on n'utilise plus les statistiques nationales pour faire les comparaisons entre le Canada et les États-Unis au regard de l'Accord de libre-échange?